

F. 99 — 1161

[C - 99/27303]

**16 MARS 1999. —****Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logements**

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 44 à 53;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides à l'équipement d'ensembles de logements;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le demandeur introduit une demande de subvention en double exemplaire auprès de l'administration, au moyen du formulaire type fourni par celle-ci.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur fixe la date de l'assemblée plénière et convoque les parties, lorsque la demande de subvention a été déclarée complète et dans les cas repris à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logements.

Au moins 15 jours avant la date retenue, le demandeur fait parvenir un exemplaire du dossier complet à chacune des parties.

Sont convoqués à cette assemblée :

1° le représentant du demandeur qui dresse le procès-verbal de l'assemblée;

2° un représentant de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'ensemble de logements visé;

3° un représentant de l'administration;

4° le fonctionnaire délégué ou son représentant;

5° lorsque le demandeur l'estime nécessaire, tout représentant d'une autre administration ou d'un service public.

La présidence est assurée par le représentant de l'administration. Il peut la déléguer au demandeur.

§ 2. Au cours de l'assemblée plénière, une visite sur place a lieu et le dossier présenté par le demandeur est examiné. Chaque participant émet un avis et fait part, s'il y a lieu, de ses remarques, suggestions et propositions.

L'assemblée plénière approuve le plan masse sous réserve des modifications actées à l'issue de cette réunion.

§ 3. Le procès-verbal de l'assemblée plénière détermine :

1° l'opportunité de procéder à l'opération envisagée;

2° s'il échet, les équipements complémentaires d'intérêt collectif autres que ceux repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logement.

Dans les quinze jours qui suivent la réunion, le demandeur notifie, aux parties concernées, le procès-verbal qui reprend en outre tous les avis, suggestions et propositions formulées. Celui-ci est réputé approuvé à défaut de remarque dans les quinze jours de sa notification.

L'administration transmet le procès-verbal définitif au Ministre.

Sur la base de ces décisions, le demandeur introduit, le cas échéant, une demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup> Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur, celui-ci présente à l'approbation de l'administration, l'avant-projet des travaux proposés, avec devis estimatif.

Avant adjudication des travaux, le demandeur présente à l'approbation de l'administration, l'avis de marché et le projet définitif avec devis estimatif détaillé. Celui-ci doit être conforme aux options définies à l'issue de l'assemblée plénière.

A défaut d'une décision de l'administration dans les 60 jours de la réception d'un dossier complet, le projet est réputé accepté.

§ 2. L'étude de l'éclairage public est assurée par les organismes publics qui en assurent l'exploitation. Les travaux sont exécutés à leur intervention.

L'étude des réseaux de distribution d'eau peut être assurée par les organismes publics qui en assurent l'exploitation. Les travaux sont exécutés à leur intervention sous réserve de l'article 6.

**Art. 4.** Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur, le résultat de l'adjudication des travaux est transmis à l'administration en vue d'obtenir l'accord du Ministre portant fixation définitive du montant de l'intervention de la Région.

La désignation des adjudicataires est soumise à l'accord préalable de l'administration.

Le demandeur est tenu de fournir tous les renseignements jugés utiles pour le contrôle de l'exécution des travaux.

**Art. 5.** Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur et dans les deux mois de la fin des travaux, il transmet le décompte final des travaux.

Le demandeur avertit l'administration de la date de réception des travaux et transmet une copie du procès-verbal de réception.

**Art. 6.** Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Région, le Ministre passe un marché de services avec un auteur de projet pour l'étude, la direction et la surveillance des travaux d'équipement.

Le Ministre fixe le barème ainsi que les modalités de répartition et de liquidation des honoraires alloués aux organismes exploitants, chargés de l'étude, de la direction et de la surveillance des travaux de distribution d'eau. L'exécution de ces travaux est incorporée dans les travaux d'équipement.

Pour les ouvrages qui sont transférés à la commune, conformément à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon du logement, celle-ci doit s'engager avant la mise en adjudication des travaux d'équipement, à assurer le paiement des ouvrages ou quotités d'ouvrages non pris en charge par la Région.

Pour les ouvrages à charge du demandeur ou de tiers, ceux-ci doivent également en garantir le paiement avant la mise en adjudication des travaux d'équipement.

**Art. 7.** La superficie maximale des aires de jeux, prise en charge par la Région, est fixée selon les règles suivantes appliquées cumulativement :

1° 15 m<sup>2</sup> par logement pour un ensemble de logements dont le nombre est inférieur ou égal à 50, avec une superficie maximale de 500 m<sup>2</sup>;

2° 7 m<sup>2</sup> par logement supplémentaire jusqu'au nombre de 120 logements;

3° 3 m<sup>2</sup> par logement supplémentaire au-delà du nombre de 120 logements.

**Art. 8.** Dans le cadre des opérations de lotissement au sens de l'article 45, § 1<sup>er</sup>, 6°, du Code wallon du Logement, le demandeur est tenu de transmettre, à l'administration, un état semestriel relatif à la vente des parcelles.

Ce dernier devra être accompagné :

1° d'une copie de chaque acte de vente passé durant la période considérée;

2° du calcul des superficies des logements calculées conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions;

3° d'un certificat délivré par le bourgmestre, attestant de l'état d'avancement de l'habitation. Cette dernière est considérée comme construite lorsque le gros œuvre est terminé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999.

Namur, le 16 mars 1999.

W. TAMINIAUX

—

Annexe

Administration communale de et à  
Objet : Equipement de la Cité  
Cahier des charges n°  
Transfert des ouvrages

#### PROCES-VERBAL DE CESSION DES EQUIPEMENTS

Vu le Code wallon du logement, notamment l'article 50;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des articles 44 à 53 du Code wallon du logement, notamment l'article 50;

Vu la délibération du Conseil communal en date du.....;

Considérant que les travaux mentionnés sous rubrique ont été exécutés conformément au projet approuvé, lequel a été transmis à la commune en date du.....;

Considérant que la réception définitive des travaux a été accordée le..... par visite du..... effectuée en présence du délégué communal,

il est constaté ce qui suit :

Les équipements d'infrastructure sont transférés gratuitement dans l'état où ils se trouvent à la commune et sont incorporés dans la voirie communale.

Le transfert éventuel de la propriété du sol auquel les ouvrages d'équipement ont été incorporés est à régler en accord avec le demandeur concerné.

Copie du présent procès-verbal est adressée à l'administration.

Fait à....., le.....

Pour le pouvoir adjudicateur.....

Vu pour authentification, le.....

Le Ministre du Logement

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 mars 1999 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des articles 44 à 53 du Code wallon du logement.

Namur, le 16 mars 1999.

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

## ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1161

[C - 99/27303]

**16. MÄRZ 1999 — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen an die juristischen Personen und betreffend die Ausstattung von Wohnungsgruppen**

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 44 bis 53;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Antragsteller reicht einen Antrag auf Zuschuß in doppelter Ausfertigung bei der Verwaltung anhand des von ihr bereitgestellten Musterformulars ein.

**Art. 2** - § 1. Der Antragsteller bestimmt das Datum der Plenarversammlung und ruft die Parteien zusammen, wenn der Antrag auf Zuschuß für vollständig erklärt worden ist und in den in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 erwähnten Fällen.

Mindestens fünfzehn Tage vor dem berücksichtigten Datum übermittelt der Antragsteller ein Exemplar der vollständigen Akte an jede der Parteien.

Die folgenden Personen werden zu dieser Versammlung zusammengerufen:

1° der Vertreter des Antragstellers, der das Protokoll der Versammlung aufnimmt;

2° ein Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das betroffene Gebäude befindet;

3° ein Vertreter der Verwaltung;

4° der beauftragte Beamte oder sein Vertreter;

5° wenn der Antragsteller es für notwendig erachtet, jeder Vertreter einer anderen Verwaltung oder eines öffentlichen Dienstes.

Der Vertreter der Verwaltung führt den Vorsitz. Er kann diese dem Antragsteller übertragen.

§ 2. Im Laufe der Plenarversammlung findet eine Besichtigung an Ort und Stelle statt und wird die vom Antragsteller eingereichte Akte überprüft. Jeder Teilnehmer äußert seine Meinung und teilt gegebenenfalls seine Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge mit.

Die Plenarversammlung genehmigt den Übersichtsplan vorbehaltlich der nach dieser Sammlung schriftlich festgelegten Abänderungen.

§ 3. Das Protokoll der Plenarversammlung bestimmt:

1° die Zweckmäßigkeit, die berücksichtigte Maßnahme zu treffen;

2° gegebenenfalls die zusätzlichen Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, anders als diejenigen, die in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen erwähnt sind.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Versammlung stellt der Antragsteller den betroffenen Parteien das Protokoll, das außerdem die gesamten geäußerten Meinungen, Empfehlungen und Vorschläge angibt, zu. Ohne Bemerkung innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Zustellung wird das Protokoll als genehmigt betrachtet.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister das endgültige Protokoll.

Auf der Grundlage dieser Beschlüsse reicht der Antragsteller ggf. einen Antrag auf Städtebaubescheinigung oder -genehmigung ein.

**Art. 3** - § 1. Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, legt dieser der Verwaltung den Vorentwurf der vorgeschlagenen Arbeiten mit dem Kostenvoranschlag zur Zustimmung vor.

Vor der Ausschreibung der Arbeiten legt der Antragsteller der Verwaltung die Auftragsbekanntmachung und den endgültigen Entwurf mit ausführlichem Kostenvoranschlag zur Zustimmung vor. Dieser Entwurf muß mit den nach der Plenarversammlung festgelegten Entscheidungen übereinstimmend sein.

Ohne Beschluß der Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang einer vollständigen Akte wird der Entwurf als angenommen betrachtet.

§ 2. Die Studie betreffend die Straßenbeleuchtung wird von den öffentlichen Einrichtungen, die deren Betrieb wahrnehmen, gewährleistet. Die Arbeiten werden durch ihre Vermittlung ausgeführt.

Die Studie betreffend die Wasserversorgungsnetze kann von den öffentlichen Einrichtungen, die deren Betrieb wahrnehmen, gewährleistet werden. Die Arbeiten werden durch ihre Vermittlung vorbehaltlich Artikel 6 ausgeführt.

**Art. 4** - Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, wird das Ergebnis der Ausschreibung der Arbeiten der Verwaltung übermittelt, um das Einverständnis des Ministers über die endgültige Festlegung des Betrags der Beteiligung der Region zu bekommen.

Die Bezeichnung der Auftragnehmer wird der Verwaltung zur vorherigen Zustimmung vorgelegt.

Der Antragsteller ist verpflichtet, alle Auskünfte zu erteilen, die er für die Kontrolle der Ausführung der Arbeiten für notwendig betrachtet.

**Art. 5** - Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, übermittelt dieser innerhalb von zwei Monaten nach Ende der Arbeiten die Endabrechnung dieser Arbeiten.

Der Antragsteller benachrichtigt die Verwaltung über das Datum der Abnahme der Arbeiten und übermittelt eine Abschrift des Protokolls der Abnahme.

**Art. 6** - Wenn die Bauherrschaft von der Region gewährleistet wird, schließt der Minister einen Dienstleistungsauftrag mit einem Projektautor für die Studie, die Leitung und die Überwachung der Ausstattungsarbeiten ab.

Der Minister legt die Tariftabelle sowie die Modalitäten für die Verteilung und die Zahlung der Honorare fest, die den betreibenden Einrichtungen, die mit der Studie, der Leitung und der Überwachung der Wasserversorgungsarbeiten beauftragt sind, gewährt werden. Die Durchführung dieser Arbeiten wird den Ausstattungsarbeiten zugeordnet.

Für die Bauwerke, die nach Artikel 50, § 1 des Wallonischen Wohnungsbuches der Gemeinde übertragen werden, muß sich letztere vor der Ausschreibung der Ausstattungsarbeiten dazu verpflichten, die Zahlung für die Bauwerke oder die Teile von Bauwerken, die nicht von der Region übernommen werden, zu gewährleisten.

Was die Bauwerke zu Lasten des Antragstellers oder von Dritten angeht, müssen letztere ebenfalls deren Zahlung vor der Ausschreibung der Ausstattungsarbeiten gewährleisten.

**Art. 7** - Die Höchstfläche der von der Region übernommenen Spielplätze wird nach den folgenden, kumulativ angewandten Regeln festgelegt:

1° 15qm pro Wohnung für eine Wohnungsgruppe von höchstens 50 Wohnungen mit einer Höchstfläche von 500qm;

2° 7qm pro zusätzliche Wohnung bis zu einer Anzahl von 120 Wohnungen;

3° 3qm pro zusätzliche Wohnung, was die Anzahl von 120 Wohnungen übersteigt.

**Art. 8** - Im Rahmen der Erschließungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 45, § 1, 6° des Wallonischen Wohnungsbuches ist der Antragsteller verpflichtet, der Verwaltung ein halbjährliches Verzeichnis über den Verkauf von Parzellen zu übermitteln.

Das Verzeichnis muß mit dem Folgenden versehen werden:

1° eine Abschrift jedes im Laufe der betroffenen Periode abgeschlossenen Kaufvertrags;

2° die Berechnung der Flächen der Wohnungen, die nach dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen, berechnet werden;

3° ein vom Bürgermeister ausgestelltes Zeugnis zur Bescheinigung des Stands der Bauarbeiten der Wohnung. Diese wird als gebaut betrachtet, wenn die Rohbauarbeiten fertig sind.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

Namur, den 16. März 1999

W. TAMINIAUX

—

Anlage

Gemeindeverwaltung von und zu

Betr.: Ausstattung der Siedlung

Lastenheft Nr.

Übertragung der Bauwerke

#### PROTOKOLL ÜBER DIE ABTRETUNG DER AUSRÜSTUNGEN

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 50;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Artikeln 44 bis 53 des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 50;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderats vom..... ;

In der Erwägung, daß die oben erwähnten Arbeiten gemäß dem genehmigten Entwurf, der der Gemeinde am ..... übermittelt wurde, ausgeführt worden sind;

In der Erwägung, daß die endgültige Abnahme der Arbeiten am..... vorgenommen worden ist, und zwar durch die Besichtigung von....., die in Anwesenheit des Beauftragten der Gemeinde erfolgte, wird das Folgende festgestellt:

Die Infrastrukturanlagen werden der Gemeinde unentgeltlich übertragen in dem Zustand, in dem sie sich befinden, und werden in das Gemeindegewernetz eingegliedert.

Die eventuelle Übertragung des Eigentums des Bodens, in den die Ausrüstungsbauwerke eingearbeitet wurden, ist im Einvernehmen mit dem betroffenen Antragsteller zu regeln.

Eine Abschrift des vorliegenden Protokolls wird der Verwaltung zugestellt.

Geschehen in....., am.....

Für den öffentlichen Auftraggeber

Gesehen und beglaubigt, am.....

Der Minister des Wohnungswesens,

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 16. März 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen an die juristischen Personen und betreffend die Ausstattung von Wohnungsgruppen, beigefügt zu werden.

Namur, den 16. März 1999

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

## VERTALING

N. 99 — 1161

[C - 99/27303]

**16 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de aan de rechtspersonen verleende tegemoetkomingen met het oog op de uitrusting van groepen van woningen**

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 44 tot en met 53;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de uitrusting van groepen van woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald,

Besluit :

**Artikel 1.** De aanvrager dient een subsidieaanvraag in twee exemplaren in bij het bestuur d.m.v. het door het bestuur bezorgde modelformulier.

**Art. 2.** § 1. De aanvrager bepaalt de datum van de plenaire vergadering en roept de partijen bijeen zodra de subsidieaanvraag volledig verklaard is en in de gevallen bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de aan de rechtspersonen verleende tegemoetkomingen met het oog op de uitrusting van groepen van woningen.

Ten minste 15 dagen vóór de gekozen datum doet de aanvrager één exemplaar van het volledig dossier aan iedere partij toekomen.

Voor deze vergadering worden de volgende personen bijeengeroepen :

- 1° de vertegenwoordiger van de aanvrager die notulen van de vergadering opstelt;
- 2° één vertegenwoordiger van de gemeente op het grondgebied waarvan de betrokken groep van woningen gelegen is;
- 3° één vertegenwoordiger van het bestuur;
- 4° de afgevaardigde ambtenaar of zijn vertegenwoordiger;
- 5° wanneer de aanvrager het nodig acht, iedere vertegenwoordiger van een ander bestuur of een openbare dienst.

Het voorzitterschap wordt door de vertegenwoordiger van het bestuur waargenomen. Hij kan het aan de aanvrager opdragen.

§ 2. Tijdens de plenaire vergadering wordt een bezichtiging ter plaatse verricht en het door de aanvrager voorgelegde dossier behandeld. Iedere deelnemer brengt advies uit en deelt in voorkomend geval zijn opmerkingen, suggesties en voorstellen mede.

De plenaire vergadering keurt het overzichtsplan goed onder voorbehoud van de na deze vergadering vermelde voorwaarden.

§ 3. De notulen van de plenaire vergadering bepalen :

- 1° of de geplande verrichting al dan niet uitgevoerd wordt;
- 2° zo nodig, de aanvullende voorzieningen van gemeenschappelijk belang die verschillen van de voorzieningen bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de uitrusting van groepen van woningen.

Binnen vijftien dagen na de vergadering deelt de aanvrager de betrokken partijen de notulen mede waarin alle adviezen, geuite suggesties en voorstellen vermeld staan. Deze notulen worden geacht goedgekeurd te zijn indien geen bezwaar binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan ingediend is.

De definitieve notulen worden door het bestuur aan de Minister overgemaakt.

Op grond van deze beslissingen dient de aanvrager, in voorkomend geval, een aanvraag in om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

**Art. 3.** § 1. Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, legt hij het voorontwerp van de voorgestelde werken samen met het ramend bestek ter goedkeuring aan het bestuur voor.

Vóór de aanbesteding van de werken worden de aankondiging van de opdracht en het definitief project met een uitvoerig ramend bestek door de aanvrager ter goedkeuring aan het bestuur voorgelegd. Het project moet conform de opties zijn die na afloop van de plenaire vergadering bepaald zijn.

Indien het bestuur binnen 60 dagen na ontvangst van een volledig dossier verzuimt te beslissen, wordt het project geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. De studie over de openbare verlichting wordt verricht door de openbare instellingen die voor de exploitatie ervan zorgen. De werken worden in opdracht van deze instellingen uitgevoerd.

De studie over de netwerken voor watervoorziening kan verricht worden door de openbare instellingen die voor de exploitatie ervan zorgen. De werken worden onder voorbehoud van artikel 6 in opdracht van deze instellingen uitgevoerd.

**Art. 4.** Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, wordt het resultaat van de aanbesteding van de werken aan het bestuur ter goedkeuring van de Minister voorgelegd, waarbij het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief wordt vastgesteld. De aanwijzing van de aannemers wordt vooraf aan het bestuur ter goedkeuring voorgelegd.

De aanvrager dient alle inlichtingen te verstrekken die voor het toezicht over de uitvoering van de werken nodig worden geacht.

**Art. 5.** Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, wordt de eindafrekening van de werken door hem overgemaakt binnen twee maanden na het einde van de werken.

De aanvrager stelt het bestuur in kennis van de datum van oplevering van de werken en stuurt een afschrift van het proces-verbaal van oplevering.

**Art. 6.** Indien het Gewest als bouwheer optreedt, gunt de Minister een overheidsopdracht voor aanneming van diensten met een ontwerper voor de studie, de directievoering en het toezicht over de uitvoering van de uitrustingswerken.

De Minister bepaalt de schaal alsmede de wijze van verdeling en uitbetaling van erelonen die toegekend worden aan de exploitatie-instellingen, belast met de studie, de directievoering en het toezicht op de werken voor watervoorziening. De uitvoering van deze werken maakt deel uit van de uitrustingswerken. Voor de werken die overeenkomstig artikel 50, § 1 van de Waalse Huisvestingscode, naar de gemeente worden overgedragen, moet ze zich vóór de aanbestedingsprocedure van de uitrustingswerken ertoe verbinden voor de betaling van werken of gedeelten van werken te zorgen waarvan de kosten niet door het Gewest worden gedragen.

Voor de werken die ten laste vallen van de aanvrager of derde personen moeten ze ook vóór de aanbestedingsprocedure van de uitrustingswerken instaan voor de betaling ervan.

**Art. 7.** De maximale oppervlakte van speelterreinen waarvoor het Gewest een tegemoetkoming verleent, wordt vastgesteld op grond van de volgende regels die samen worden toegepast :

1° 15 m<sup>2</sup> per woning voor een groep van maximum 50 woningen, met een maximumoppervlakte van 500 m<sup>2</sup>;

2° 7 m<sup>2</sup> per bijkomende woning tot en met 120 woningen;

3° 3 m<sup>2</sup> per bijkomende woning boven het aantal van 120 woningen.

**Art. 8.** In het kader van de verkavelingsverrichtingen in de zin van artikel 45, § 1, 6°, van de Waalse Huisvestingscode dient de aanvrager het bestuur een halfjaarlijkse opgave van de verkoop van percelen te bezorgen.

Bij deze opgave worden volgende documenten gevoegd :

1° een afschrift van elke tijdens de betrokken periode verleden verkoopakte;

2° de opgave van de oppervlakten van woningen, die berekend worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald;

3° een door de burgemeester afgeleverd attest, waarbij de stand van de werkzaamheden in de woning wordt bepaald. De woning wordt geacht gebouwd te zijn wanneer de ruwbouw beëindigd is.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Namen, 16 maart 1999.

W. TAMINIAUX

\_\_\_\_\_

Bijlage

Gemeentebestuur van

Betreft : Uitrusting van de wijk

Bestek nr.

Overdracht van de werken

#### PROCES-VERBAAL VAN OVERGEDRAGEN VOORZIENINGEN

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 50;

Gelet op het besluit van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de artikelen 44 tot en met 53 van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 50;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van (datum).....;

Overwegende dat de onder referte vermelde werken uitgevoerd zijn overeenkomstig het goedgekeurde project dat op..... naar de gemeente werd gestuurd.

Overwegende dat de definitieve oplevering van de werken op..... verleend is bij bezichtiging van..... in aanwezigheid van een gemeentefgevaardigde, wordt vastgesteld wat volgt :

De infrastructuurvoorzieningen worden in de staat waarin ze zich bevinden, kosteloos naar de gemeente overgedragen en bij de gemeentewegen ingedeeld.

De eventuele overdracht van de eigendom van de grond waarbij de uitrustingswerken ingedeeld werden moet met de instemming van de betrokken aanvrager worden geregeld.

Een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan het bestuur overgemaakt.

Opgemaakt te ....., op .....

Voor de aanbestedende overheid.....

Voor echt verklaard op.....

De Minister van Huisvesting

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 maart 1999 houdende uitvoering van het besluit van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de artikelen 44 tot en met 53 van de Waalse Huisvestingscode.

Namen, 16 maart 1999.

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX